



## François Fillon réclame de la fermeté en matière d'immigration

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 04.06.07 | 17h15 • Mis à jour le 04.06.07 | 18h31

Le premier ministre François Fillon, accompagné de Brice Hortefeux, ministre de l'immigration et de l'identité nationale, s'est rendu, lundi, au centre de rétention administratif du Mesnil-Amelot puis au service des douanes de l'aéroport de Roissy. A cette occasion, il a rappelé l'objectif du gouvernement de *"maîtriser les flux migratoires dans l'intérêt des migrants et de la population française"*.

*"La France est un pays d'immigration et il continuera de l'être mais il ne veut accueillir que des étrangers capables de s'intégrer"*, a-t-il plaidé, affirmant que *"notre pays ne peut pas supporter une augmentation considérable du nombre d'étrangers qui viendraient s'installer sur notre territoire et qui n'auraient pas les moyens de s'y intégrer"*, a-t-il ajouté.

*"Si on veut que notre pays continue de se développer, que les droits soient respectés (...) il faut réguler les flux migratoires"*, a insisté le chef du gouvernement, qui a rendu hommage à la mission *"noble"* des gendarmes chargés du CRA du Mesnil-Amelot. *"En nous aidant à réguler les flux migratoires, vous assurez la protection de notre cohésion nationale"*, a dit François Fillon aux gendarmes.

### LETTRE OUVERTE

Les intervenants de la Cimade dans le centre de rétention ont remis une lettre ouverte au premier ministre dans laquelle ils dénoncent la politique migratoire actuelle. L'association estime que les centres sont devenus *"de véritables camps"* et que *"les actes de désespoir s'y multiplient"*. Mais, alors que le ministre de l'immigration et de l'identité nationale Brice Hortefeux, présent aux côtés de François Fillon, a fixé pour objectif la reconduite aux frontières de 25 000 clandestins en 2007, la Cimade dénonce *"les effets dévastateurs de la politique du chiffre"*.

Dans la lettre, l'association dresse la liste de ces conséquences : *"convocations pièges en préfecture, arrestations d'enfants dans les écoles, recrudescence des cas de violence policière, (...), examen superficiel des situations individuelles"*. Et rappelle que *"la double peine est toujours en vigueur et appliquée, le placement en détention de personnes particulièrement vulnérables s'amplifie : enfants, familles, malades"*. *"Nous vous demandons de rompre avec cette logique"*, demandent encore au premier ministre les intervenants de la Cimade en centres de rétention.